

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Lille, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN GLASS FRANCE

11 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
BP 99
59580 Émerchicourt

Références : -
Code AIOT : 0007000442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement SAINT GOBAIN GLASS FRANCE implanté 11 boulevard de la république BP 99 59580 Émerchicourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée de façon inopinée avec un laboratoire pour réaliser un prélèvement dans l'eau de circuit des tours aéroréfrigérantes afin de contrôler la teneur en *Legionella pneumophila* du circuit.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN GLASS FRANCE

- 11 boulevard de la république BP 99 59580 Émerchicourt
- Code AIOT : 0007000442
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine implantée sur les communes d'Aniche et d'Emerchicourt fabrique du verre flotté ("float") et transforme du verre en le feuilletant ou en le découpant.

Elle dispose pour ce faire :

- d'un atelier « Composition », avec deux chaudières (production de vapeur de 7 t/h et 5 t/h) fonctionnant au gaz naturel (respectivement de puissance 5,35 et 3,23 MW) dédiées au préchauffage des matières premières, au réchauffage du fioul lourd, au besoin de chauffage. Les principales matières premières entrant dans la composition du verre plat sont le carbonate de sodium, le calcaire, la dolomie et le coke;
- d'un atelier « Float », avec un four potentiellement mix gaz naturel/ fioul lourd (depuis 2023) d'une capacité de fusion de 650 tonnes par jour (40 MW), qui produit du verre clair pour une application Bâtiment, et du verre vert pour une application Automobile ou aéronautique;
- d'un atelier « Feuilleté » (pose d'une couche anti-effraction ou d'isolation entre deux plaques de verre) avec une chaudière gaz naturel à fluide caloporteur (huile) (de puissance 1,74 MW) dédiée à deux autoclaves ;
- d'un atelier « Découpe » (avec des radiants fonctionnant au gaz naturel permettant de chauffer l'atelier) ;
- de groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique (total 6,44 MW) ;
- d'engins mobiles non routiers fonctionnant au fioul domestique et d'autres électriques (Hors SEQE).

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Traçabilité des actions correctives et préventions du nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Fréquence des prélèvements (autosurveillance)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour annuelle de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1	Sans objet
3	Nature du biocide utilisé pour le traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2.b	Sans objet
4	Repérage des points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Sans objet
6	Résultats de mesure du contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné n'a pas mis en évidence une teneur en *Legionella Pneumophila* supérieure au seuil réglementaire de 1000 UFC/L dans le circuit d'eau de la tour aéroréfrigérante. Des actions correctives sont demandées pour réduire la présence de mousse au niveau du dévésiculeur et respecter le délai de transmission de 30 jours des résultats de mesure de légionelles dans le cadre de l'autosurveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour annuelle de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : A minima une fois par an , l'analyse méthodique des risques est mise à jour.
Constats : L'inspection du 19/09/24 avait mis en évidence que la dernière mise à jour de l'analyse méthodique des risques datait du 5 juin 2018 et que la périodicité annuelle de mise à jour n'était donc pas respectée. Dans le cadre de l'inspection du 04/09/2025, l'exploitant a remis l'analyse méthodique des risques révisée le 3 février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des actions correctives et préventions du nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : 2. Carnet de suivi L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne: - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs
Constats : Lors de l'inspection du 19 septembre 2024, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter les vérifications réalisées sur le dévésiculateur. Lors de l'inspection du 4 septembre 2025, l'exploitant a présenté un document traçant les vérifications réalisées sur cet équipement en 2025 le 1er juin, le 1er juillet, le 1er août et le 1er septembre. Les contrôles visuels réalisés concluent à un état satisfaisant. Cependant le contrôle du 1er septembre met en évidence la présence de mousses. Commentaire de l'inspecteur: la présence de mousse peut altérer l'efficacité du dévésiculateur et entraîner une augmentation des microgouttelettes vers l'extérieur. Par ailleurs, la présence de mousse peut traduire un déséquilibre dans le traitement de l'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant investiguera les causes de la présence de mousse et les mesures à mettre en oeuvre pour y remédier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Nature du biocide utilisé pour le traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.
Constats : D'après la consultation du fichier "ronde fluide", la dernière injection de biocide non oxydant NALCO 77352 date du 27 janvier 2025. L'usage de biocide non oxydant reste donc bien ponctuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Repérage des points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse légionelles. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
Constats : L'inspecteur a constaté que le point de prélèvement fait bien l'objet d'un marquage de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fréquence des prélèvements (autosurveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Les résultats d'analyse sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : Un prélèvement mensuel a bien été réalisé de mars à septembre 2025. Par contre, le délai de 30 jours pour la transmission n'a pas été respecté à 3 reprises: <ul style="list-style-type: none"> - prélèvement du 14/04 transmis le 03/06 - prélèvement du 04/08 transmis le 07/10 - prélèvement du 01/09 transmis le 07/10
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en oeuvre des actions pour respecter le délai de 30 jours de transmission des résultats de mesure à la DREAL.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Résultats de mesure du contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité

formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en *Legionella pneumophila* ou en *Legionella species* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire. Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

- coordonnées de l'installation ;
- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;
- date et heure de réception de l'échantillon ;
- date et heure de début d'analyse ;
- nom du préleveur ;
- référence et localisation des points de prélèvement ;
- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;
- pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ;
- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;
- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.

Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire. L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informe des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :

- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L.
- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente.

Constats :

Le rapport du laboratoire SGS en date du 18/09 et référencé MS25-04756 met en évidence une teneur en *Legionella Pneumophila* inférieure au seuil réglementaire de 1000 UFC/L.

Dans le rapport, l'inspecteur note une concentration en chlore libre de 0,47 mg/l pour une plage de [0,1 ; 0,5] mg/l dans le plan de surveillance de l'exploitant et une valeur cible à 0,18 mg/l. Cette concentration apparaît donc élevée même si elle reste dans la plage acceptable.

L'inspecteur recommande à l'exploitant de réaliser une analyse sur la dérive potentielle de la teneur en chlore libre du circuit, et de comparer la mesure du laboratoire SGS à ses propres mesures le 04/09 pour vérifier la qualité des mesures réalisées par le site.

Type de suites proposées : Sans suite